

**SPORT**

Foot : Allemagne-France sans Benzema mais avec Amalfitano



ACCUEIL > ECONOMIE > CHÔMEURS : BRANDIR LE RÉFÉRENDUM... POUR ÉVITER LE RÉFÉRENDUM

Chômeurs : brandir le référendum... pour éviter le référendum

Créé le 17-02-2012 à 16h03 - Mis à jour à 23h01 12 réactions

Par Louis Morice
Journaliste

Selon François Fillon, le projet de consultation est une pression pour pousser les partenaires sociaux à trouver un accord.

Recommander <27

Tweeter <19

+1 <2

Share <2

Envoyer

RÉAGIR



"Bien sûr il faut de l'argent pour la formation des chômeurs. Mais on ne peut pas dire 'donnons aux chômeurs en prenant aux salariés'", estime la CFDT. (Valinco - Sipa)

Mots-clés : chômeurs, formation, formation professionnelle, Pole Emploi, Fillon, Sarkozy

L'idée choc lancée par le président de la République de recourir au référendum en vue d'obliger les demandeurs d'emploi à accepter une nouvelle formation, mais aussi à accepter le premier travail proposé, est rapidement retombée pour se transformer en consultation sur le droit à la formation des chômeurs. Nicolas Sarkozy ne veut finalement plus demander aux Français de se prononcer sur la suspension des allocations chômage en cas de refus d'une offre d'emploi.

Le Premier ministre a confirmé ce passage de l'obligation au droit, vendredi 17 février sur RTL, précisant la question posée aux Français en cas de réélection du chef de l'Etat :

"Approuvez-vous le transfert des 30 milliards d'euros de la formation professionnelle à la formation des demandeurs d'emploi ?"

SUR LE MÊME SUJET

» Nicolas Sarkozy, Pinocchio de la régularisation des étrangers

» Fillon défend l'option d'un référendum sur les chômeurs

» Référendum : Sarkozy "a ignoré le peuple pendant cinq ans", juge Hamon

» Chômage : ce rapport que Sarkozy n'a toujours pas

+ LUS

+ COMMENTÉS

+ PARTAGÉS

SYRIE. L'appel à l'aide des deux journalistes blessés

EN DIRECT. Des "couples mixtes" écrivent à Nicolas Sarkozy

François Hollande, un peu d'espoir dans une élection sans désir

INFO OBS. Le livre de François Hollande corrigé

"Ce que disent les Parisiens", phénomène bobo-contagieux

LES DIAPOS LES PLUS VUS

24 heures en images



Le bataillon de Marine Le Pen



Présidentielle : le roman-photo de la campagne





Le Premier ministre François Fillon sur RTL... par rtl-fr

Nouvel outil de pression

L'idée même du référendum s'éloigne peu à peu puisque François Fillon estime aussi qu'il "suffira de brandir l'éventualité pour que les corps intermédiaires trouvent les voies et moyens de l'accord." Un point de vue partagé par Jean-François Pilliard du Medef pour qui la consultation des Français serait la démonstration que les partenaires sociaux et le Parlement n'ont pas fait leur travail". Le référendum devient un nouvel outil de pression pour contraindre à un accord.

Le projet proposé consiste à transférer l'intégralité de la cagnotte de la formation professionnelle permanente à la formation des chômeurs, devenue grande priorité nationale. L'objectif affiché est permettre aux demandeurs d'emploi d'être reconvertis vers les secteurs porteurs.

Chômeurs contre travailleurs

"On prend ces trente milliards et on les affecte massivement à la formation des chômeurs", explique simplement François Fillon. Ce a quoi Philippe Berhaut, secrétaire général adjoint de la fédération Protection Sociale Travail Emploi (PSTE) de la CFDT, répond : "Bien sûr, il faut de l'argent pour la formation des chômeurs. Mais on ne peut pas dire 'donnons aux chômeurs en prenant aux salariés'".

"Former les chômeurs, c'est très bien, mais pas aux dépens de ceux qui sont en poste", explique Thierry Fourquet, de l'agence de ressources humaines Nouvelle heure. Les sociétés de formation des salariés estiment que le projet peut représenter une menace pour leur survie : "Nous n'avons pour le moment pas assez d'informations techniques mais ce projet me semble difficilement réalisable", s'inquiète Thierry Fourquet, "c'est un non-sens économique." Les entreprises cotisent pour la formation. Les fonds sont gérés de manière paritaire et servent à la formation des salariés. "Les entreprises financent. Si l'argent ne leur revient pas d'une manière ou d'une autre, cela m'étonnerait qu'elles acceptent", explique le responsable de l'agence.

Pour le PS, François Fillon mélange tout. "Dans ces 31 mds, il y a la formation mais aussi l'apprentissage qui devait être une priorité du gouvernement, et là on en siphonnerait les fonds? On est dans le grand n'importe quoi", a estimé vendredi Emmanuel Maurel, vice-président socialiste en charge de la formation professionnelle de la région Ile-de-France. Il a d'ailleurs rappelé que la formation était l'une des compétences centrales de la Région.

Par  Louis Morice
Journaliste

J'aime 27 | Tweeter 19 | +1 2 | Share 2 | Envoyer Traduire RÉAGIR

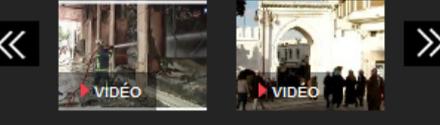
VIDÉOS ECONOMIE

POUVOIR D'ACHAT DEPUIS 2007



3%, 6% ... Péresse contredit Guéant sur le pouvoir d'achat

LES AUTRES VIDÉOS



RENDEZ-VOUS SUR LA PAGE FACEBOOK DES PEOPLE PROTECTORS

[> CLIQUEZ-ICI](#)

ECONOMIE

La prime pour l'emploi

 **La prévision de croissance de la France revue à la baisse à 0,4%**

 **Air France et Etihad Airways, bientôt l'alliance?**

 **VIDEO. Sarkozy promet la fin des parachutes dorés... depuis 5 ans**